



**Association pour le Développement Economique Local - BGE**  
**47, rue du Maréchal Leclerc**  
**97400 Saint Denis**

---

**RAPPORT ANNUEL**  
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

\* \* \*

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

\* \* \*

JCH Conseil & Audit

Siège social : 248 rue Maréchal Leclerc, 97400 SAINT DENIS

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de St Denis

**Jch** Conseil & Audit



**Association pour le Développement Economique Local - BGE**  
**47, rue du Maréchal Leclerc**  
**97400 Saint Denis**

---

Mesdames, Messieurs les adhérents,

**I - Opinion avec réserve sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADEL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion avec réserve**

- Motivation de la réserve

Nous maintenons notre réserve de l'exercice précédent, relative à l'absence de traçabilité de la piste d'audit dynamique. En effet, compte tenu d'une certification intervenant en 2024, les procédures comptables constatées sont empiriques.

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant concernant les charges sociales. Faute d'avoir pu récupérer l'exhaustivité des documents nécessaires à nos contrôles des cotisations sociales, nos travaux ne nous ont pas permis de nous doter d'une assurance suffisante sur le suivi du calcul et du paiement de celles-ci.



**Association pour le Développement Economique Local - BGE**  
**47, rue du Maréchal Leclerc**  
**97400 Saint Denis**

---

### **III - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Continuité d'exploitation**

Les différentes restrictions budgétaires au sein des instances étatiques, se traduisent par une contraction des aides accordées et nécessaire à l'association pour son équilibre financier. Nous avons été amenés, au cours de notre audit, à examiner les octrois de subventions par les différents tiers pour 2019. Sur la base des éléments récoltés, nous ne pouvons pas affirmer que la continuité d'exploitation soit assurée compte tenu des aléas des subventions futures à obtenir.

### **IV – Vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.**

Nous n'avons pas pu fournir le rapport dans les délais prévus quinze jours avant l'assemblée. Les comptes annuels ne nous ont été parvenus que tardivement.

- Contrôle des documents adressés aux adhérents :

- La tenue de l'AG d'approbation des comptes n'a pu être dispensée consécutivement au rapport à la transmission tardive des documents qui s'est prolongé jusqu'à ce jour.
- De +, à notre connaissance, aucun rapport de gestion n'a été édité et donc communiqué aux adhérents.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V - Rappel des responsabilités des organes dirigeants.**

Il appartient aux organes dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

*JCH*



**Association pour le Développement Economique Local - BGE**  
**47, rue du Maréchal Leclerc**  
**97400 Saint Denis**

---

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président de l'association.

**VI- Rappel des responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Association pour le Développement Economique Local - BGE**  
**47, rue du Maréchal Leclerc**  
**97400 Saint Denis**

---

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Denis, le 18/01/2024.

**Le commissaire aux comptes**

---

**Johnny CHANE-HOONG**

**Jch**  
Conseil & Audit

---

# BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2019 12			Exercice N-1 31/12/2018 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	1 085	1 085				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	1 800		1 800	1 800		
	Autres immobilisations corporelles	43 513	42 171	1 342	3 454	2 112	61.14
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations financières (2)</b>						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	100		100	100		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	7 313		7 313	2 813	4 500	159.97
<b>Total I</b>		53 811	43 256	10 555	8 167	2 388	29.24
Comptes de liaison <b>Total II</b>							
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	<b>Créances (3)</b>						
	Créances usagers et comptes rattachés	22 891		22 891	16 407	6 484	39.52
	Autres créances	427 331		427 331	637 062	209 731	32.92
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	200 136		200 136	78 770	121 366	154.08
	Charges constatées d'avance (3)						
	<b>Total III</b>	650 358		650 358	732 238	81 880	11.18
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		704 169	43 256	660 913	740 405	79 492	10.74

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont à moins d'un an  
(3) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2019 12	Exercice N-1 31/12/2018 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	305	305		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	79 053	79 053		
	Report à nouveau	108 839	91 180	17 660	19.37
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	43 388	17 660	61 048	345.69
	<b>Autres fonds associatifs</b>				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	<b>Total I</b>	144 809	188 197	43 388	23.05
	Comptes de liaison				
	<b>Total II</b>				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	<b>Total III</b>				
DETTES (I)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières divers	250 000	250 000		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 748	21 448	699	3.26
	Dettes fiscales et sociales	245 355	280 760	35 405	12.61
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	0		0	
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	<b>Total IV</b>	516 104	552 208	36 104	6.54
	Ecarts de conversion passif (V)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	660 913	740 405	79 492	10.74

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

516 104

552 208

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2019 12	31/12/2018 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	113 750	50 694	63 056	124.39
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	434 081	398 118	35 963	9.03
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	83 311	183 981	100 670	54.72
Collectes				
Cotisations				
Autres produits				
<b>Total I</b>	631 143	632 793	1 651	0.26
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 068	2 873	1 194	41.57
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	123 896	96 368	27 528	28.57
Impôts, taxes et versements assimilés	4 547	1 087	3 460	318.38
Salaires et traitements	392 651	466 376	73 724	15.81
Charges sociales	93 460	207 742	114 282	55.01
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 909	3 793	885	23.32
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions	53 000		53 000	
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)				
<b>Total II</b>	674 531	778 239	103 708	13.33
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	43 388	145 446	102 057	70.17
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2019 12	31/12/2018 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges		96 728	96 728	100.00
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>		96 728	96 728	100.00
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		33	33	100.00
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>		33	33	100.00
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>		96 695	96 695	100.00
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	43 388	48 751	5 362	11.00
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		66 410	66 410	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total VII</b>		66 410	66 410	100.00
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
<b>Total VIII</b>				
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>		66 410	66 410	100.00
Impôts sur les bénéfices (IX)				
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	631 143	795 931	164 789	20.70
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)</b>	674 531	778 272	103 741	13.33
<b>Solde intermédiaire</b>	43 388	17 660	61 048	345.69
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>5. EXCEDENTS OU DEFICITS</b>	43 388	17 660	61 048	345.69